

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 03/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOFOVAR 85 avenue Louis Lepine 83600 Fréjus

Références : D-UD83-2024-0340 ;
Code AIOT : 0006413536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement SOFOVAR implanté ZI du Capitou nord 83600 Fréjus. L'inspection a été annoncée le 21/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à celle réalisée le 23/10/23. Lors de ce contrôle, 4 écarts avaient été relevés sur les points suivants : registre déchets entrants, registre déchets sortants, trackdéchets, transfert transfrontaliers de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFOVAR ZI du Capitou nord 83600 Fréjus
- Code AIOT : 0006413536
- Régime : Autorisation ; Statut Seveso : Non Seveso ; IED : Non

A proximité de ses 3 sites déjà existants dédiés au transit, tri de déchets non dangereux et de déchets dangereux (distants de moins de 1km), SO.FO.VAR du groupe SCLAVO, exploite un nouveau centre d'entreposage et de traitement de déchets sur Fréjus, SO FO VAR 4 - Ecocentre Multi-filières. Ce site a pour activité spécifique la dépollution et la déconstruction de bateaux de plaisance et de sport hors d'usage et d'engins hors gabarit (wagons).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 1.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Trackdéchets	Code de l'environnement, article R541-45	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Transfert transfrontalier des déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	niveau d'activité	Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 1.2.1	/	Sans objet
6	conformité au dossier d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 2.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SOFOVAR du groupe SCLAVO a apporté les éléments en réponse aux écarts constatés lors de la précédente visite du 23 octobre 2023. Cependant, les activités décrites initialement dans le dossier d'autorisation ne sont pas localisées pour certaines, aux endroits prévus.

L'activité liée à la rubrique 2718, qui relève du régime de l'autorisation, a notamment été déplacée d'un point du hangar à un autre. L'étude de dangers initiale n'a pas été réalisée dans ces conditions et les moyens de détection et de lutte contre l'incendie n'ont pas été réexaminés. Aucun porter à connaissance n'a été remis à l'inspection des installations classées pour signaler ces modifications dans la disposition des stockages.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 15 jours
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; <p>....</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

<p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; <p>....</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; <p>....</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 17/11/2023, la colonne SIRET Client (colonne Y du tableur) a été ajoutée au registre des déchets entrants. Le registre comporte les informations demandées dans l'article 1 de l'AM du 31 Mai 2021. Un contrôle visuel lors de l'inspection montre que le numéro de SIRET est valablement renseigné sur le registre des déchets entrants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Registre déchets sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 15 jours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45

du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; (...)
Constats : Suite à l'inspection du 23/10/2023, un porter à connaissance a été reçu au sein de la DREAL en date du 29/02/2024 demandant la perte de traçabilité des déchets pour le site SOFOVAR4 Ecopôle multifilières. Il est en cours d'instruction par nos services.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 15 jours
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Les incohérences constatées sur la période du 01/01/23 au 19/10/23 s'expliquent par des écarts sur les périodes considérées et sur le mode de regroupement des bordereaux. Des précisions ont été fournies pour lever ces écarts : 8 déchets font partie d'un même regroupement. Au cours de la visite d'inspection, une vérification sur une autre période : du 04 au 05 mars 2024 a été réalisée. Elle démontre que sur ces deux jours, les données du registre de déchets dangereux entrants sont cohérentes avec l'enregistrement Trackdéchets. Le site a reçu 1,004 tonnes de déchets dangereux sur ces deux jours. Le logiciel Ecorec assure la fonction de registre des déchets entrants (éditeur Kerlog).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Transfert transfrontalier des déchets

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Transfert hors OCDE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 15 jours

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cadre de procédure général</p> <p>1. Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants :</p> <p>1. s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés : tous les déchets ;</p> <p>2. s'il s'agit de déchets destinés à être valorisés :</p> <p>1. les déchets figurant à l'annexe IV, laquelle comprend notamment les déchets énumérés aux annexes II et VIII de la convention de Bâle ;</p> <p>2. les déchets figurant à l'annexe IV A ;</p> <p>3. les déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A ;</p> <p>4. les mélanges de déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A, sauf s'ils figurent à l'annexe III A.</p> <p>2. Sont soumis aux exigences générales en matière d'information fixées à l'article 18, les transferts ayant pour objet les déchets suivants destinés à être valorisés, si la quantité de déchets transférés est supérieure à 20 kilogrammes :</p> <p>1. les déchets figurant à l'annexe III ou III B ;</p> <p>2. les mélanges, pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans l'annexe III, d'au moins deux déchets énumérés à l'annexe III, à condition que la composition de ces mélanges ne compromette pas leur valorisation dans le respect de l'environnement, et à condition que ces mélanges figurent à l'annexe III A, conformément à l'article 58.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure d'information a bien été réalisée : l'annexe VII est correctement renseignée. A celle-ci, est joint le contrat qui définit l'exutoire final situé à Hong Kong. L'écart précédemment constaté s'explique par une erreur de saisie par l'agent : l'exutoire final (Hong Kong) a été mentionné au lieu de l'exutoire intermédiaire (Belgique).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, la procédure d'un autre transfert de déchet a été vérifiée.</p> <p>Le lot de cuivre (code Bâle B1010, code déchets CE 170401) en date du 19 avril 2024 a été expédié en Italie vers la société Trafilerie Carlo Gnutti. La procédure d'information relative à ce transfert a été valablement réalisée (annexe VII + contrat).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : niveau d'activité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, rubriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :2710-1 2712-2 2718 2760-4 2790 2791 2792-2 2710-2a 2712-3 2713 2714 27112716 2793-2 1185-2a 1435 2517 27152971 3510 3532 3540 3550 47184725 4734-2</p>
<p>Constats :</p> <p>La situation administrative est conforme à l'arrêté d'autorisation en vigueur. Les aménagements ont été réalisés de manière à accueillir toutes les activités autorisées. Certaines activités ne sont pas exploitées le jour de l'inspection. L'exploitant explique que ces activités dépendent des marchés en cours et fonctionnent donc par intermittence.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : conformité au dossier d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 2.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] les plans tenus à jour [...] Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
Constats : La disposition des activités relevant de la nomenclature ICPE a été modifiée par rapport au dossier d'autorisation initial. Un plan actualisé a été présenté lors de la visite, complété puis envoyé par courriel du 21 juin 2024. Ce dernier mentionne la nature de chaque stockage ainsi que le risque et les rubriques associées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le PAC qui sera déposé prochainement (voir point de contrôle n°7), les rubriques devront être mentionnées afin que la comparaison par rapport au dossier initial soit plus claire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : La disposition des activités relevant de la nomenclature ICPE a été modifiée par rapport au dossier d'autorisation initial. Un plan actualisé a été présenté lors de la visite, complété puis envoyé par courriel du 21 juin 2024. Ce dernier mentionne la nature de chaque stockage, le risque et les rubriques associées. La maîtrise des nouveaux risques liés à ces déplacements de stocks n'est pas justifiée. Les incidences sur les moyens de lutte et détection incendie ne sont pas examinées. Aucun porter à connaissance n'a été déposée en préfecture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Comme le prévoit la réglementation, un porter à connaissance devra être transmis à l'inspection des installations classées concernant la réorganisation des stocks. Dans ce dossier, il faudra indiquer si les éléments du dossier initial sont suffisants ou non pour maîtriser les nouveaux risques liés à ces déplacements de stocks et si les modifications peuvent avoir une incidence sur les moyens de lutte et de détection incendie. Si les moyens prévus initialement s'avéraient insuffisants, une mise à jour de l'étude de dangers devra être réalisée.

Par ailleurs, l'exploitant étant amené à réorganiser régulièrement ses stocks selon les marchés avec les éco-organismes, il lui est conseillé de réaliser et transmettre à l'inspection une procédure décrivant l'analyse à réaliser pour tout déplacement de stock. Il est rappelé que pour tout nouveau réaménagement des stocks, l'inspection des installations classées devra être tenue informée. Si le changement le nécessite, un nouveau PAC sera à déposer, sinon il faudra s'appuyer sur le dossier initial et/ou le PAC demandé dans le paragraphe précédent et/ou la procédure de réorganisation des stocks pour démontrer que les risques sont maîtrisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois